



Riveneuve
Continents &

Exils et migrations
ibériques
au XX^e siècle

Le temps de l'exil portugais (1926-1974)

France, Espagne, Afrique du Nord



Riveneuve
éditions

Riveneuve Continents - N° 22
Exils et migrations ibériques au XX^e siècle - Nouvelle série N° 8

Une vision commune du républicanisme : la coopération entre les exilés portugais et les républicains espagnols (1931-1939)

L'HISTORIOGRAPHIE PORTUGAISE ET LES ÉTUDES SUR LES RELATIONS PORTUGAL-ESPAGNE AU XX^e SIÈCLE

La recherche sur les relations entre le Portugal et l'Espagne au XX^e siècle s'est focalisée sur l'aide apportée par Salazar à Franco pendant la Guerre d'Espagne. Également peu nombreuses, les études sur la diplomatie portugaise et espagnole pendant les années 1931-1936 sont limitées aux travaux de Hipólito de La Torre Gómez¹, ainsi qu'à quelques ouvrages sur la neutralité des deux régimes ibériques pendant la Deuxième Guerre mondiale². Toutefois, le principal sujet étudié par les historiens des deux pays est la participation des volontaires portugais dans l'armée nationaliste lors de la Guerre d'Espagne³.

1. Hipólito de la Torre Gómez, *A Relação Peninsular na Antecâmara da Guerra Civil de Espanha (1931-36)*, Lisboa, Cosmos, 1998.

2. Stanley Payne, *Franco & Salazar: Spain, Germany, and World War II*, New Haven, Yale up, 2008.

3. Voir les travaux de César de Oliveira, *Salazar e a Guerra Civil de Espanha*, Lisboa, O Jornal, 1987; Fernando Rosas (ed.), *Portugal e a Guerra Civil de Espanha*, Lisboa, Colibri, 1998 ; Manuel Loff, «O Nosso século é Fascista!» *O mundo visto*

Mais, une « autre » histoire des relations luso-espagnoles reste à faire : celle des rapports entre les républicains portugais et espagnols, et dont les premiers contacts remontent au début du XX^e siècle. L'idéologie républicaine, commune aux deux groupes, est au centre des liens tissés, tant avant que pendant la II^e République, la Guerre Civile ou durant la « Pérégrination » des exilés ibériques dans les années suivantes.

Les liens entre républicains portugais et espagnols.

Comme nous l'avons signalé ci-dessus, l'amitié entre les républicains espagnols et portugais remonte aux premières années du régime républicain portugais, implanté le 5 octobre 1910. L'ancienneté de ces relations apparaît très clairement dans l'abondante correspondance échangée par Bernardino Machado, (l'une des grandes figures du républicanisme portugais), dès le début du XIX^e siècle, avec des républicains espagnols. On y retrouve des membres éminents du Parti Républicain, notamment des conservateurs, tel Abad Conde⁴, qui sera ministre du gouvernement de droite présidé par Ferroux, ainsi que des socialistes, dont Largo Caballero entre autres.

En France, terre d'exil des républicains espagnols et portugais, les liens entre les deux groupes se renforcent. En 1931, après l'instauration de la II^e République, le nouveau gouvernement espagnol accueille sur son territoire un certain nombre d'exilés portugais, qu'il soutient dans leur combat contre la dictature portugaise. Quelles sont les caractéristiques de cette idée républicaine commune aux Espagnols et Portugais, ainsi que les facteurs qui contribuèrent à leur rapprochement politique ?

por Salazar e Franco (1936-1945), Porto, Campo das Letras, 2008; Stanley Payne, *Franco & Salazar: Spain, Germany, and World War II*, New Haven, Yale up, 2008.

4. Les archives privées de Bernardino Machado, dont une partie est déposée à la fondation Mário Soares, sont accessibles à partir du portail Casa Comum (<http://casacomum.org/cc/arquivos>).

L'historiographie sur le républicanisme espagnol est « en construction » et les débats les plus récents montrent la complexité du thème, ainsi que ses multiples approches⁵. Les publications les plus récentes tiennent compte de l'importance de la « culture républicaine », de ses caractéristiques et des alliances⁶. L'histoire du passé du républicanisme espagnol est à la mode et elle est marquée par la récupération de la mémoire effacée par le franquisme⁷.

Au Portugal, les études sur le républicanisme ont progressé ces dernières années, bien que pour des raisons différentes de celles en Espagne. Outre les ouvrages classiques de Oliveira Marques⁸ ou d'autres plus récents, notamment ceux de Fernando Catroga⁹, un nouveau regard a été porté sur les thématiques républicaines pendant la dernière décennie. La focale a été mise par l'historiographie portugaise la plus récente sur la franc-maçonnerie, les partis politiques, l'anticléricalisme, ainsi que sur l'interconnexion entre républicanisme et histoire locale¹⁰. La commémoration du

5. Voir le dernier numéro de la revue *Espacio, tiempo y forma*, da Universidad Nacional de Educación a la Distancia (UNED), publié en 2016 sur le thème *El Republicanismo Histórico Español: Orígenes y actualidad de una tradición política recuperada*, dirigée par Eduardo Higuera Castañeda.

6. Juan Sisínio Pérez Garzón (dir.), *Experiencias republicanas en la historia de España*, Madrid, La Catarata, 201, 349 p. Cet ouvrage est issu d'un projet de recherche sur le républicanisme en Espagne entre 2010 et 2014.

7. Àngel Duarte, *El republicanismo. Una pasión política*, Madrid, Cátedra, 2013, 336 p.

8. Oliveira Marques, *Guia de História da I República*, Lisboa, Editorial Estampa, 1997, 664 p.

9. Fernando Catroga, *O Republicanismo em Portugal. Da formação ao 5 de Outubro de 1910*, 3^a ed., Lisboa, Casa das Letras, 2010, 310 p.

10. Voir António Ventura, *Os Constituintes de 1911 e a Maçonaria*, Lisboa, Temas e Debates, 2011, 320 p.; Maria Lúcia de Brito Moura, *A Guerra religiosa na Primeira República. Crenças e mitos num tempo de utopias*, Lisboa, Editorial Notícias, 2004, 532 p.; Ernesto Castro Leal, *Manifestos, Estatutos e Programas Republicanos Portugueses [1873-1926]*, Lisboa, Imprensa Nacional Casa da Moeda, 2014, 877 p.; Lia Ribeiro, *A Popularização da Cultura Republicana, 1881-1910*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2011, 290 p.; André Freire (dir.), *Eleições e Sistemas Eleitorais no Século XX Português. Uma Perspetiva Histórica e Comparativa*, Lisboa, Colibri, 2011, 396 p.

Centenaire de la République au Portugal, en 2010, a favorisé la publication d'importants travaux sur les républicains et leurs objectifs, parmi lesquels se détache l'édition d'un Dictionnaire du Republicanisme¹¹.

Malgré l'avancée historiographique, les rapports entre les républicanismes portugais et espagnol restent encore peu connus¹². La « culture républicaine » en Espagne et au Portugal a des aspects similaires et une origine commune depuis les années 1820. Le républicanisme ibérique est resté attaché à la Révolution de 1789, celle-ci étant perçue en tant qu'événement fondateur de la société moderne. Dans le « programme républicain », s'il y en a un, se mêlent laïcité, patriotisme, intérêt pour les questions sociales, apologie de l'idée de progrès et défense du suffrage universel, en tant qu'instrument unique pour la résolution des problèmes sociaux. Les traits communs que les deux courants républicains affichent au XX^e siècle découlent donc des origines du républicanisme ibérique.

Au Portugal, le républicanisme se présente comme la poursuite de la tradition du *Vintismo*, (le mouvement politique libéral au pouvoir entre août 1820 et avril 1823, qui se caractérise par une conception radicale des idées libérales et qui est à l'origine de la Constitution de 1822). Le Parti Républicain Portugais (PRP), fondé en 1876, avant même l'instauration de la République, est l'expression de la classe moyenne, urbaine et cultivée. La République, proclamée le 5 d'octobre 1910, instaure le multipartisme, et permet l'expression de la diversité de l'idéologie républicaine. Les points communs aux divers courants républicains sont l'anticléricalisme, la lutte contre la monarchie et la défense de l'éducation comme instrument de for-

11. Fernanda Rolo (dir.), *Dicionário de História da I República e do republicanismo*, Lisboa, Assembleia da República, 3 vol., 2013-2014.

12. Notamment Maurizio Ridolfi, « Terras Republicanas. Tradições e Culturas Políticas na Europa Meridional », in Armando M. da Silva, M. L. T. Carneiro et Stefano Salmi (dir.), *República, Republicanismo e Republicanos*, Coimbra, Imprensa da Universidade, 2011, pp. 38-57.

mation des citoyens. Les divergences portent sur le fédéralisme et le radicalisme politique qui ne sont revendiqués que par quelques uns des partis républicains. Le modèle démocratique républicain dominant, représenté par le PRP, reste au pouvoir jusqu'en 1926.

En Espagne, comme au Portugal, la formation de l'idéal républicain repose sur la Constitution de Cadix et le libéralisme. Comme dans le cas portugais, en Espagne, le Parti Républicain Démocratique Fédéraliste est fondé en 1868, avant même la première expérience républicaine de 1873. Toutefois, la Première République espagnole ne dure qu'une année, les contradictions internes et les problèmes sociaux mettant terme à cette expérience. Mais l'idée républicaine ne disparaît pas pour autant. Dans les années suivantes, l'influence républicaine s'accroît au sein de la société espagnole, pour triompher lors des élections d'avril 1931.

Dans un premier temps, la caractéristique commune aux deux pensées républicaines fut le combat contre les « logiques réactionnaires » de l'Ancien Régime et de la monarchie. Pour les républicains portugais et espagnols, la priorité est donnée à la lutte contre le pouvoir absolu, voire même contre la monarchie constitutionnelle, qui est vue comme un obstacle à l'implantation d'une société moderne, fondée sur les principes de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Par ailleurs, l'Église étant tenue responsable du retard de la pensée scientifique dans les deux pays, il fallait contrer l'hégémonie culturelle du catholicisme et, surtout, éliminer le contrôle exercé sur l'enseignement par le biais des ordres religieux et des écoles confessionnelles. Il fallait donc, en parallèle, renverser la monarchie et détruire le pouvoir de l'Église, du fait des liens étroits existant entre l'État et l'institution religieuse.

Pour les républicains, portugais et espagnols, la tradition catholique avait écarté la société de la voie du progrès et de la modernisation¹³. L'Église et la monarchie avaient favorisé le paupérisme, le

13. Ángel Duarte, « La question de l'ordre public dans le républicanisme espagnol »,

retard économique et l'analphabétisme, qui étaient des instruments du pouvoir. La lutte contre la monarchie passait donc par la lutte contre l'Église et son poids se fait sentir jusque dans le quotidien des sociétés. Le résultat de l'antinomie: monarchie/république, progrès intellectuel/catholicisme, impliquait non seulement le renversement de la monarchie, mais aussi un anticléricalisme exacerbé.

Le sentiment d'hostilité envers l'Église et ses représentants déclencha une persécution religieuse au début du régime républicain. Au Portugal, les premiers gouvernements républicains persécutèrent les Jésuites, fermèrent les couvents, interdirent l'enseignement religieux dans les écoles et abolirent le serment religieux lors des cérémonies civiles. La laïcisation de l'État avec la loi de 1911, était rigide et inflexible. Ce ne fut qu'après la dictature de Sidónio Pais (1917/1918) que les liens entre l'Église et l'État se normalisèrent¹⁴. En Espagne, l'État républicain entre 1931-1934 et après 1936 a aussi adopté une position radicale. Les persécutions des ordres religieux et certaines destructions dans les églises ont montré la force des inimitiés dans la société espagnole¹⁵.

Pour les républicains ibériques, l'éducation prend une importance fondamentale. Considérée comme une mission civique : l'éducation est considérée comme le moyen le plus approprié pour former les citoyens. « *La république aime à se présenter comme l'incarnation de l'enseignement civique* », l'a affirmé Ángel Duarte, dans le cas de la II^e République en Espagne¹⁶. Un exemple classique pour les républicains est « l'école moderne », de Barcelone, destinée à former les

Le Mouvement Social 4/2002 (n° 201), pp. 7-27. <http://www.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2002-4-page-7.htm>

14. Notamment Vítor Neto, « A questão religiosa na Primeira República portuguesa », in Alda Mourão e Ângela Castro Gomes (dir.) *A experiência da Primeira República no Brasil e em Portugal*, Coimbra, Imprensa da Universidade, 2014, pp. 138-157 p.

15. Maria Thomas, *La Fe y la Furia. Violencia Anticlerical Popular e Iconoclastia en España, 1931-1939*, Granada, Comares Historia, 2014, 280 p.

16. Ángel Duarte, *El Otoño de un Ideal*, Madrid, Alianza Editorial, 2009, p. 69.

futurs citoyens d'après les principes socialistes/anarchistes, interdits en 1909, mais rétablis par la II^e République.

Cette affirmation du rôle central de l'éducation est aussi valable pour le Portugal. L'école doit former le citoyen et l'éducation doit donner au peuple les outils pour choisir son chemin, et l'enseignement doit être laïque et ouvert à tous. Au Portugal, le système éducatif devait aussi devenir le promoteur de cet idéal de modernisation¹⁷. L'exemple de Jaime de Morais est allé plus loin, en Inde portugaise où il a révolutionné le système éducatif en introduisant la méthode Pestalozzi dans les écoles « natives », et en rendant obligatoire l'enseignement bilingue, en portugais et en konkani, la langue locale.

Dans cette conception éducative, la Franc-maçonnerie joue un rôle central dans la concrétisation de ce projet. La construction de nombreuses écoles est financée par les Maçons, surtout au Portugal. La présence de Maçons dans les structures républicaines portugaises est plus massive. La *Carbonária*, sa branche radicale, avait déjà fomenté une certaine agitation au Portugal (elle fut responsable de l'assassinat du roi Carlos, en 1908). Les premiers chefs d'État de la République étaient Maçons, tels António José de Almeida, président de la République de 1919 à 1923, Bernardino Machado, Président de 1915 à 1917, puis de 1925 à 1926, ou encore Afonso Costa, figure légendaire du républicanisme portugais, qui sous la République a occupé par trois fois le poste de Premier ministre¹⁸.

Du côté espagnol, la Maçonnerie est également influente parmi les dirigeants républicains. La Deuxième République a porté au pouvoir une majorité de Maçons. Des 458 députés à l'Assemblée de 1931, 183 étaient des francs-maçons, ce qui représentait 39,95 %

17. Joaquim Pintassilgo, *República e formação de cidadãos. A educação cívica nas escolas primárias da Primeira República portuguesa*, Lisboa, Edições Colibri, 1998, 278 p.

18. Pour une liste des maçons républicains, voir Oliveira Marques, *Dicionário da Maçonaria*, Lisboa, Editorial Delta, 1986, 2 vols.

des députés¹⁹. Tandis que la *Carbonaria* est supplantée pour l'anarchisme et ses organisations, la Maçonnerie a une influence plutôt politique. Quelques politiciens Maçons ont établi un dialogue avec les « frères » portugais, tel Gerardo Abad Conde, un proche de Bernardino Machado, d'après la correspondance échangée entre les deux hommes²⁰.

Ainsi, francs-maçons portugais et espagnols affichent une caractéristique particulière : la Maçonnerie est utilisée en tant que levier d'influence sur le monde politique²¹. Manuel Azaña fut initié dans la Maçonnerie après les grèves anarchistes, la tentative de révolte des militaires et les attaques contre son gouvernement. Mais, il n'a pas demandé son intégration dans une loge maçonnique après son initiation²².

Une autre approche des relations entre les républicains portugais et espagnols est l'influence du socialisme dans le cadre républicain. Héritier du jacobinisme, le républicanisme ibérique est marqué par les influences de la pensée radicale de la fin du XIX^e siècle, tel le socialisme ou l'anarchisme. Ainsi, malgré la diversité des partis républicains, la « question sociale » est un point commun aux plus radicaux²³. Malgré la formation du Parti Socialiste, en 1875, les républicains n'ont pas mis le socialisme au cœur de leur programme²⁴, même si le mot « socialisme » ou l'adjectif « socialiste » peut aussi

19. J. Ignacio Cruz, « Los diputados masones en las Cortes de la II República (1931-1936) », in José A. Ferrer Benimeli (dir.), *Masoneria Política y Sociedad*, Madrid, Centro de Estudios Históricos de la Masonería Española, 1989, p. 127.

20. Voir les archives de Bernardino Machado, Fondation Mário Soares, Pasta: 07001.14.

21. Luis P. Martín, *Los arquitectos de la República. Los masones y la política en España 1900-1936*, Madrid, Marcial Pons, 2007, 214 p.

22. Santos Juliá, *Vida y tiempo de Manuel Azaña. 1880-1940*. Madrid, Taurus, 2008, pp. 318-319.

23. Manuel Suárez Cortina, « De la Utopía a la Realidad. El Proyecto Social y Político del Republicanismo en la España Liberal », *Revista de História das Ideias*, 27, 2006, pp. 67-99.

24. Amadeu Carvalho Homem, *A propaganda republicana, 1870-1910*, Coimbra, Coimbra Editora, 1990.

qualifier le républicanisme ou le républicain. C'est une qualification, mais non pas une désignation. Ainsi Jaime de Morais avoue la forte influence dans sa formation des anarchistes tels Bakounine (« *la jeunesse de mon temps est fanatique de l'anarchisme* ») et cependant il ne s'est pas affirmé en tant qu'anarchiste, mais comme un républicain socialiste²⁵.

Au contraire, en Espagne, le socialisme atteignit son apogée avec la II^e République. Le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, fondé en 1879, est un Parti politique organisé et il dispose d'un soutien populaire significatif pendant la Deuxième République. Son principal appui vient de l'Union Générale du Travail (UGT), grande centrale syndicale espagnole à côté de la Confédération Nationale du Travail (CNT), anarchiste, la seule qui avait un soutien populaire semblable²⁶.

Venons-en à la question du fédéralisme. En Espagne, pendant la Première République, le fédéralisme est responsable des radicalismes, mais aussi des critiques contre le régime. Notamment, au cours de la Deuxième République, les problèmes nationalistes sont très importants pour la stabilité du régime, les nationalismes faisant pression sur le régime républicain. La Catalogne a obtenu son autonomie en 1931. Pour les autres nationalismes, le Basque et le Galicien, la crise de 1934 et la guerre civile ont barré le chemin aux politiques autonomistes.

Au Portugal, selon Ernesto Castro Leal, les républicains ont lancé le débat sur la question fédéraliste au XIX^e siècle. La dispute entre fédéralistes, associés au courant républicain socialiste, et les défenseurs de l'État centralisateur, a été emportée par les partisans du républicanisme centralisateur de tendance jacobine. Comme en Espagne, la proposition fédéraliste naît de l'idée d'une union d'États

25. Archives de Jaime de Morais, déposées à la Fondation Mário Soares, Lisbonne, *Memórias*, p. 6.

26. Aróstegui, Julio (ed.), *La República de los Trabajadores. La Segunda República y el mundo del trabajo*, Fundación Largo Caballero, Madrid, 2006.

qui serait le début de l'Union Europe. L'idée d'une Fédération Ibérique a été partagée par des Portugais, en particulier Magalhães Lima, et des Espagnols, tel Alfonso Castelao, fondateur du « Galeguismo », et qui a maintenu une relation de proximité avec les exilés portugais²⁷.

« La Grande Pérégrination » : les républicains portugais dans l'Espagne Républicaine.

Le 28 mai 1926, un coup d'état militaire inaugure une dictature de 48 ans. Le régime républicain, installé le 5 octobre 1910, met en place une dictature militaire, transformée, après 1933, en régime fasciste : l'État Nouveau. Celui-ci est dirigé jusqu'en 1969 par le Président du conseil, António de Oliveira Salazar et, après l'accident qui l'éloigne irrévérablement du pouvoir, par son successeur Marcelo Caetano. Malgré quelques réformes, Caetano maintiendra le caractère fasciste du régime.

L'opposition au régime militaire et à l'État Nouveau, avec ses différents courants, est responsable d'une première vague de révoltes et de l'agitation sociale entre 1927 et 1940²⁸. Ces mouvements, sont connus sous la désignation de « révoltes du Revirvalho », dénomination qui indique le désir de revenir à l'ancien modèle républicain. La première révolte commence à Porto, le 3 février 1927, avec des militaires et des civils armés. Les forces insurrectionnelles sont commandées par le général Sousa Dias et le colonel Freiria, mais les principales figures du mouvement sont le commandant Jaime de

27. Ernesto Castro Leal, « Nacionalismo e Federalismo: tópicos de pensamento político português e europeu (1901-1926) », *Philosophica*, n° 22, Lisboa, 2003, pp. 33-63 ; José Freire Antunes, *Os Espanhóis e Portugal*, Lisboa, Oficina do Livro, 2004, p. 431 et suivantes.

28. Luís Farinha, *O Revirvalho: revoltas republicanas contra a ditadura e o Estado Novo (1926-1940)*, Lisboa, Estampa, 1998, 327 p. ; Fátima Patriarca, *Sindicatos contra Salazar. A Revolta do 18 de Janeiro de 1934*, Lisboa, Imprensa de Ciências Sociais, 2000, 556 p.

Morais et l'écrivain Jaime Cortesão. L'insurrection dure six jours à Porto et elle est suivie d'un soulèvement à Lisbonne, quelques jours plus tard. Le 9 février, massacrés par les forces militaires de la dictature, des révolutionnaires sont arrêtés, tandis qu'une partie des combattants s'exile en Espagne et en France.

Les exilés sont des démocrates, des républicains, des anarchistes et des communistes. Tous ces courants s'opposent à la dictature et au fascisme au Portugal. Les chemins suivis par les exilés sont divers, car si le parcours débute en Europe, pour certains il se prolongera jusqu'au Brésil et aux États-Unis. Dans un premier moment, la frontière espagnole offrait la solution la plus facile, en dépit d'épisodes autoritaires en Espagne avant 1936. Ainsi, entre 1927 et 1936, et surtout après 1931, le pays voisin est le grand port d'abri des exilés portugais.

En Espagne, après 1931, les exilés portugais rétablissent le contact avec les partisans de la République. Les liens avec les représentants du nouvel état espagnol se maintiennent pendant toute la période de la II^e République et la Guerre civile et se prolongent au-delà de la victoire du franquisme.

Qu'est-ce qui a favorisé le rapprochement entre les exilés portugais et les républicains espagnols? Au-delà d'avoir en commun l'objectif de défendre un régime républicain, ils ont partagé la même conception de la relation entre pouvoir et société. C'est cette convergence entre la pensée politique des exilés portugais et celle des républicains espagnols pendant les décennies de 30 et 40 que nous essayerons de mettre en évidence.

La collaboration entre Portugais et Espagnols : la République et les exilés portugais.

« [...] el declarante, así como otros muchos correligionarios suyos de nacionalidad portuguesa, al instaurarse la Republica en España a este

pais se encaminaron satisfechos y con la esperanza de que la afinidad de ideas y la proximidad de ambos países pudiera determinar en día próximo la restauración en Portugal del régimen de gobierno democrático por el que ellos desde el destierro venían luchando »²⁹.

Une fois en exil en Espagne, les stratégies adoptées par les exilés portugais se calent sur celles qui avaient orienté leurs choix politiques d'avant l'exil. Le sentiment républicain, le radicalisme politique et la Maçonnerie sont les éléments-clés pour comprendre les liens établis avec le républicanisme espagnol.

La proximité idéologique est le premier point de contact. Elle est à la base de la collaboration qui s'établit entre les deux groupes politiques. Par ailleurs, pour certains, les temps de l'exil en France ont contribué à forger des liens entre les exilés ibériques. La présence d'exilés portugais dans l'Espagne Républicaine est ainsi une conséquence de ce passé commun³⁰.

La proximité entre les exilés portugais et les socialistes du Partido Socialista Obrero Español (PSOE) est attestée par des archives privées des exilés, ainsi que les archives de l'État espagnol. Les « compagnons d'Espagne » sont mentionnés à plusieurs reprises dans la correspondance et la documentation des exilés portugais. Du côté espagnol, les références aux activités révolutionnaires des exilés portugais sont nombreuses dans les mémoires laissés par les figures politiques du républicanisme espagnol, notamment dans celles de Manuel Azaña, (même si Largo Caballero et Indalecio Prieto soient les noms les plus cités dans la correspondance échangée entre les exilés portugais pendant la période 1931-1939). La documentation administrative et la correspondance officielle de la République attestent également des liens privilégiés³¹. Les contacts

29. Procès-crime Asturies, Archivo General de la Administración, Ministerio de la Justicia, Alcalá de Henares, Caja 43/4091, F.8.

30. Cristina Climaco, *L'exil politique portugais en France et en Espagne: 1927-1940*, Paris, Université Paris 7, 1998, 5 vols.

31. Manuel Azaña, *Memorias Políticas 1931-1933*, Barcelona, Crítica, 1996,

des exilés Portugais s'établissent également avec le mouvement syndicaliste, en particulier avec Paulino Gomez Sáiz, membre de l'UGT et Ministre de l'Intérieur en 1937, qui disposait d'une forte influence dans les milieux socialistes³². Des liens s'établissent également avec les anarchistes et les mouvement autonomistes, ces derniers par l'intermédiaire d'Alfonso Castelao et d'Irujo³³.

Comme nous l'avons déjà évoqué, la Maçonnerie est un autre point de contact entre les exilés et le nouveau régime espagnol. En exil, en plus des figures d'Afonso Costa et de Bernardino Machado, d'autres combattants portugais du « revirvalho » étaient des Maçons, en particulier Jaime de Morais, Jaime Cortesão, Alberto Moura Pinto, ces derniers ayant fondé la loge « Madrid ». En 1932, est fondée à Madrid une loge maçonnique, « República Portuguesa », qui reste active jusqu'en 1936, au début de la guerre civile, dont le vénérable fut l'exilé Filipe Mendes. À la tête de l'Espagne républicaine les principaux dirigeants politiques sont Maçons, tels Manuel Azaña ou Diego Martinez Barrio³⁴. La documentation émanant des exilés portugais confirme les contacts avec la Maçonnerie espagnole à des fins de stratégie politique. Cependant, bien que Maçons, les exilés portugais n'appartiennent pas forcément à des loges, étant donné que leur engagement se fait en fonction des intérêts politiques du moment.

Au delà de ces points communs, la collaboration entre les républicains portugais et espagnols devient plus perceptible aux yeux de l'opinion publique lors de l'affaire des armes de la Révolution portugaise cédées aux socialistes espagnols lors de la révolte des Asturies, en 1934. Celle-ci est un événement important de l'histoire

p. 262 et suivantes.

32. Voir la correspondance de Moura Pinto entre 1933-1946. Archives de la famille Moura Pinto, Portugal.

33. Cristina Clímaco, *L'Exil politique... op. cit.* ; Heloisa Paulo, « Imagens da Liberdade: os exilados portugueses e a luta pela liberdade na Península Ibérica », *Estudos do Século XX*, n° 8, 2008, pp. 87-104.

34. José Antonio Ferrer Benimeli, *Jefes de gobierno masones: España, 1868-1936*, Madrid, La Esfera de los Libros, 2007, 416 p.

de la II^e République espagnole parce qu'elle représente la réponse de la gauche au gouvernement de droite de Lerroux³⁵. Aux archives de l'administration se trouvent les procès dressés par la justice espagnole contre les portugais, accusés d'avoir fourni des armes aux mineurs insurgés, soutenus par les socialistes du PSOE. Deux grands volumes du procès judiciaire sont réservés aux témoignages des Portugais impliqués dans la révolte. Les documents réunis ont été saisis à Madrid sur les lieux de travail et au domicile des exilés portugais, et figurent comme preuve contre les accusés espagnols. Les carnets de notes et les agendas saisis aux exilés portugais contenaient des informations sur les liens existants entre eux et d'anciens membres du gouvernement. Par exemple, sur l'agenda de Jaime de Morais figurait le numéro de téléphone d'un certain « Paco », identifié par la police comme étant le numéro de téléphone de Largo Caballero³⁶. Les témoignages, en particulier d'Afonso Castro Galvão, éclairent la nature de la relation entretenue par Horacio Echevarrieta avec les exilés portugais. Dans ce témoignage, le rôle du banquier est décrit en détail pour l'achat d'armement pour la « révolution au Portugal », ainsi que le soutien apporté par certaines autorités espagnoles lors du transport et du stockage du matériel de guerre acheté par les Portugais. La justice espagnole met en exergue les liens de collaboration effective des exilés portugais avec les rebelles des Asturies. Alberto Moura Pinto fut condamné à une peine de prison, de même que certains républicains espagnols, notamment Largo Caballero.

La collaboration pendant la Guerre Civile (1936-1939)

C'est à Madrid que les exilés portugais reçoivent les premières informations sur la révolte du 18 juillet. Les militaires portugais

35. David Ruiz, *Octubre de 1934. Revolución en la República Española*, Madrid, Síntesis, 2008, 399 p.

36. Procès-crime Asturias, Archivo General de la Administración, Ministerio de la Justicia, Alcalá de Henares, Caja 43/4091, F.233.

en exil offrent d'emblée leur collaboration au gouvernement républicain. Le soutien de Salazar à Franco suscite une réaction d'indignation chez les exilés portugais, qui ripostent par la publication d'un manifeste dans la presse, notamment dans *La Vanguardia* dans lequel ils soutiennent le gouvernement républicain d'Espagne et condamnent la position du régime portugais³⁷.

Les républicains portugais, défenseurs d'une idéologie socialiste-républicaine, se réunissent autour de l'Union des Portugais Anti-fascistes (UPA). Les anarchistes, quant à eux, se trouvent rassemblés des 1932 dans la Fédération des Anarchistes Portugais Exilés (FAPE). Les deux organisations finissent par fusionner quelques mois plus tard, afin de mener des actions conjointes.

Les activités développées par les exilés pendant la guerre d'Espagne sont diverses. De nombreux documents existent dans les archives de Jaime de Morais et Moura Pinto qui mentionnent des dirigeants espagnols et des combattants portugais. Les enfants d'exilés, dont la plupart adhèrent à la Jeunesse Socialiste, s'engagent en tant que volontaires dès la première heure pour la défense de Madrid. D'autres Portugais obtiennent des grades élevés dans l'armée espagnole, tels Alexandrino dos Santos, commandant de la Base des carabiniers de Castellón, de la Plana en Catalogne, César de Almeida, membre de l'État-Major des Armées et Francisco de Oliveira Pio, major du 5^{ème} Bataillon de la Milice Civile, directeur de l'École d'Officiers et, plus tard, Commandant du 23^{ème} Corps d'Armée.

Un épisode illustre assez bien l'étroite collaboration entre exilés portugais et républicains espagnols : *Le Plan Lusitânia*. Le plan proposait l'invasion du territoire portugais par les exilés républicains avec le soutien des troupes républicaines espagnoles et la mise en place au Portugal d'un gouvernement favorable à la République espagnole. Le General Vicente Rojo est nommé par l'État-Major

37. "Portugueses ilustres alejados de su patria condenan la política de Oliveira Salazar", Barcelona, *La Vanguardia*, 9 de Octubre de 1936, p. 3.

pour venir en aide aux républicains portugais, ce qui lui permettait de se déplacer en territoire républicain et lui donnait accès aux bases militaires et aux dépôts d'armes. Les combattants portugais dans la Guerre Civile commencent à être concentrés à Centellas, en Catalogne, en vue de la réalisation du plan, qui prévoyait leur débarquement au sud du Portugal, en Algarve. Les contacts établis par les exilés portugais avec les conspirateurs dans les régions nord, centre et sud du Portugal, font état d'un climat favorable à la révolte. Les difficultés de rassemblement des soldats portugais, dispersés dans différentes unités de l'Espagne républicaine, sont aggravées par l'avancée rapide des troupes franquistes à la fin 1938. Au-delà de ces facteurs externes, les tensions internes aux divers groupes d'exilés nuisent à l'unité des Portugais. Le responsable du komintern en Espagne refuse de donner son aval au Plan Lusitânia et un incident survenu dans le camp de rassemblement de Centellas, qui provoque la mort d'un anarchiste, mettent définitivement terme au Plan Lusitânia. En février 1939, les combattants portugais traversent la frontière franco-espagnole intégrés dans leurs unités de l'armée républicaine espagnole. Ils avaient été précédés par les civils, dont l'exode débute à la fin janvier. Jaime de Morais estime qu'à fin du conflit espagnol, environ 320 portugais furent internés dans les camps du sud-ouest de la France et que deux mille portugais ont trouvé la mort pendant le conflit³⁸.

Conclusion

« S'il est possible de comprendre la République en tant qu'une communauté de citoyens, dont la base est le gouvernement par des lois et la recherche du bien de tous, on doit penser le républicanisme, avant tout comme une "passion" simultanément civile et politique »

38. Lettre de Jaime de Morais, 5 Mai 1939, à Armando Cortesão, Archives de l'Université de Coimbra, Fundo Armando Cortesão, correspondance.

*Se é possível entender a República como uma comunidade de cidadãos soberanos, baseada no governo de leis e na busca do bem público, pode-se pensar no republicanismo, principalmente como uma "paixão" civil e política ao mesmo tempo*³⁹

La «passion républicaine» a marqué la vie politique de la Péninsule Ibérique. Portugais et Espagnols ont une vision dichotomique du républicanisme. Malgré des similitudes entre le projet républicain portugais et espagnol, celui-ci présente néanmoins quelques différences, bien que peu significatives. Le conservatisme et le radicalisme ont été présents dans les deux pays, mais c'est une vision socialiste du républicanisme et de l'État qui, en Espagne, après 1931, matérialisa la coopération entre les exilés portugais et les socialistes espagnols.

La Maçonnerie et l'anticléricalisme sont des facteurs de rapprochement de premier ordre. Les point-clés du rapprochement entre le républicanisme espagnol et portugais sont la représentation populaire, la résolution des questions sociales et le droit de vote en tant que principe fondateur de la démocratie représentative, ainsi que la défense de la pluralité des partis politiques.

Pour conclure, le combat contre le fascisme, passe désormais par la lutte contre Franco et Salazar. Les deux combats sont définitivement associés pour les oppositions dans les deux pays.

Le noyau brésilien de l'exil portugais se renforce pendant la Deuxième Guerre mondiale par l'accueil de nouveaux exilés, parmi lesquels Jaime Cortesão, Jaime de Morais et Moura Pinto. Dans l'après-guerre, ils reçoivent des propositions d'exilés espagnols, notamment d'Alfonso Castelao, pour la construction de la nouvelle Galeuzca, qui finalement n'aura pas de conséquences. La mémoire de la pratique républicaine vécue en Espagne peut être suivie dans la correspondance et les écrits autobiographiques des exilés portugais. Contrairement aux exilés républicains espagnols,

39. Maurizio Ridolfi, "Terras republicanas: tradições e culturas políticas na Europa Meridional", *op. cit.*, p. 39

les Portugais portent un regard critique sur les décisions politiques de la République en Espagne, reconnaissant l'écart entre la réalité espagnole et les idéaux des gouvernants républicains. En Espagne, comme à l'époque de la République au Portugal, la réalité a dépassé la passion.

Heloisa Paulo